

## Bénin : Les dessous de la démocratie au Bénin L'OPA réussie de Yayi Boni Inc.



Atsutsè Kokouvi AGBOBLI  
avec la collaboration de Prométhée, de Paris, en France.  
Source : AFRIC'HEBDO, N°20 du 7 avril 2006



### Introduction

En politique comme dans toute entreprise humaine la réalité est ainsi faite qu'à moins d'un hasard imprévu, il n'y a pas de succès sans des préparatifs conséquents. Raison pour laquelle la fameuse main invisible de Malthus et Ricardo, les pères fondateurs de l'économie libérale, et de leurs épigones ne résiste pas à l'observation attentive des activités connues et entreprises discrètes voire secrètes des êtres humains organisés en communautés constituées.

Ainsi, la victoire inattendue de Jimmy Carter, gouverneur de l'Etat de Géorgie, à l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 1976, ne pouvait surprendre que les profanes : choisi par l'influent Council for Foreign Relations (CFR), siégeant à New York, l'illustre inconnu fut d'abord jaugé et accepté par les diverses sociétés de pensée et ésotériques qui, discrètement voire secrètement, quadrillent, contrôlent et dirigent la société américaine.

Les fins experts en sociologie politique savent qu'au regard de la gestion normale des sociétés humaines organisées en forces structurelles dont les élites dirigeantes, et même durant les périodes de troubles révolutionnaires, il n'y a pas de pays au monde dont le gouvernement échappe à la règle qui veut que les dirigeants suprêmes soient à l'enseigne des cercles discrets voire secrets de décision.

Les informations qui nous viennent du Bénin sont claires : quoique le choix des Béninois à la dernière élection présidentielle répondait manifestement à un véritable besoin de changement et à leur profond désir de voir le président Mathieu Kérékou passer la main, leur pays n'a pas échappé à la règle et, comme un peu partout en Afrique, chez eux aussi, la main cachée des forces et puissances étrangères dominatrices et conquérantes n'ont pas manqué de peser de tout leur poids dans le scrutin présidentiel.

### 1. De la misère de la politique en Afrique actuelle

Une des lois de la sociologie politique veut que sans direction politique clairvoyante et efficace, tout peuple soit condamné à la sujétion et toute nation au déclin. Et les sages de tout temps dans le monde entier le savent si bien qu'ils exigent des dirigeants suprêmes des peuples et des nations qu'ils soient *intellectuellement et moralement préparés* à cet effet par la meilleure connaissance des enjeux mondiaux et des défis de la gouvernance : ainsi aujourd'hui, ne peuvent diriger et conduire

efficacement un Etat que des hommes ou femmes intellectuellement, moralement et politiquement formés à cet effet par une solide culture générale acquise par la connaissance approfondie de l'histoire nationale et de l'histoire universelle, doublée d'une formation politique, fruit d'expériences également acquises par la participation active à la vie politique nationale, école de formation à la maîtrise de soi et à la connaissance des hommes.

Contrairement à la période antécoloniale où le gouvernement dans les villages et royaumes africains revenait généralement à des personnalités préparées à ce titre et choisies par les Corps constitués, depuis l'invasion et la conquête coloniale comme d'ailleurs aujourd'hui sous la domination étrangère, la tendance veut que les forces et nations industrielles dominatrices imposent des dirigeants tout autres à la tête des structures politiques coloniales et postcoloniales instituées à l'ombre de leur puissance.

Ainsi, aussi bizarre que cela puisse paraître, alors que partout ailleurs dans le monde les élites dirigeantes s'efforcent par l'entente et la solidarité de choisir en leur sein des hommes politiques les plus qualifiés pour gouverner leurs pays dans l'intérêt du peuple tout entier, en Afrique, le passeport pour l'accession au pouvoir semble devoir être le fauteuil de président d'une institution financière internationale ou celui du président de la filiale d'une compagnie multinationale : on y apprend à avoir l'échine souple pour appliquer tout simplement les diktats et autres oukases de l'étranger conquérant, allant dans le sens du maintien de son pays à l'état de sous-développement par le biais de l'endettement excessif, favorable au renforcement de la sujétion.

De fait, décidé à garder à jamais les peuples africains sous dépendance, il a choisi de faire diriger les pays africains, non par des hommes politiques dûment formés, nationalistes et visionnaires confirmés, mais plutôt par des fonctionnaires et surtout ceux qui servent dans la fonction publique internationale sans avoir ni la formation ni l'expérience politiques requises, des personnes qualifiées de technocrates et bombardées sans concours aucun à la direction d'institutions financières internationales, gérées en réalité ailleurs.

Généralement peu informés des véritables enjeux mondiaux et de l'objet réel de la politique à savoir assurer le développement et réduire les inégalités par l'action vigoureuse d'un Etat protecteur, bienveillant et bienfaisant, ces « technocrates » sont manipulables à satiété, obligés à jouer scrupuleusement le jeu attendu d'eux en usant de tous les moyens et subterfuges pour empêcher toute modernisation industrielle de leurs sociétés, antagonique de la croissance et de la prospérité des métropoles industrielles dominatrices.

Quand bien même, une fois parvenus à la tête de leur pays, ils s'éveillent à la nécessité d'une action publique bienveillante, ils en sont empêchés par ceux qui les y ont aidés pour la simple raison qu'il est souvent difficile voire impossible d'avoir le manche de la cuillère suffisamment longue pour dîner avec le diable.

Dans le cas spécifique du Bénin, l'antienne selon laquelle le candidat élu le 20 mars dernier à près de 75% serait un illustre inconnu, tombé des cieux, pour se hisser à la magistrature suprême pour sauver le pays des malheurs, ne répond nullement à l'analyse des faits.

Monsieur Yayi Boni est légitimement fondé à chercher à se hisser au sommet de l'Etat. A cet effet, il a été fortement aidé par ses fonctions de président de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et a bénéficié de l'appui efficace de certains chefs d'Etat ouest-africains, dont nous préférons taire les noms, et du soutien solide de forces et puissances étrangères qui sont loin d'être favorables à l'indépendance nationale, au véritable développement par la modernisation industrielle et à la démocratisation effective du Bénin.

Non seulement, il s'était efforcé de se constituer une base populaire dans son pays en favorisant des investissements ciblés et notamment dans sa région natale – ses absences au siège de la BOAD ces dernières années ne sont que trop connues- mais aussi en suscitant la création d'innombrables organisations non gouvernementales (ONG) et associations de la société civile dont les dirigeants sont ses obligés parce qu'à court d'argent et largement stipendiés. S'y ajoutent les groupements chrétiens, d'origine anglo-saxonne et notamment britannique et nord-américaine, devenus le fer de lance de

l'évangélisation des populations déshéritées et sujettes à l'embrigadement dans des mouvements religieux millénaristes, vendeurs d'illusions.

Toutes ces associations de la société civile ont usé des fonds considérables mis grassement à leur disposition pour quadriller le Bénin, ratisser large et rafler une partie de l'électorat.

## **2. De la responsabilité de la classe politique béninoise**

Nul doute que les acrimonies, animosités et inimitiés entre les ténors de la vie politique béninoise, la propension de bon nombre d'entre eux à se faire corrompre facilement et des considérations ethno-régionalistes sur fond d'implications transfrontières sous-régionales avérées, ont contribué pour beaucoup à faire de la dernière élection présidentielle béninoise une véritable loterie présidentielle menacée par le jeu trouble du président Mathieu Kérékou.

Pour des raisons plutôt inexplicables et inavouables, ce dernier n'a pas su se donner un dauphin et ne voulait pas voir lui succéder un des ténors de la vie politique locale dont il ne connaît que trop les travers ni par Monsieur Yayi Boni, à qui il l'a signifié vertement et publiquement devant des témoins. En réalité, le Caméléon ne voulait pas quitter le pouvoir cette année : à soixante-douze ans, il était disqualifié par la limite d'âge (fixée à soixante-dix ans) et ne pouvait faire sauter ce verrou sans ouvrir la boîte de Pandore à de nombreux politiciens au rancart, tapis dans l'ombre.

Toutefois, le président Mathieu Kérékou, soutenu par certains cercles politiques, tentait de créer des conditions exceptionnelles pour reporter l'élection présidentielle et la coupler avec les législatives de 2008 : l'évaluation inconsidérée des coûts financiers de l'élection présidentielle et l'impossibilité de les trouver au plan national et l'impression - au vu et au su de tout le monde - d'un million et demi de bulletins de vote annonçant des fraudes massives, participaient des manœuvres pour le report.

De plus, la nomination du bouillant général Martin Dohou Azonhiho au poste de ministre de la Défense et de la Sécurité à moins de trois mois du scrutin visait manifestement à hisser à la tête de ce département sensible un homme de confiance, de surcroît un homme à poigne au cas où il faudrait recourir à l'arrêt du processus électoral et à l'instauration de l'état d'urgence, comme ce fut le cas, en 1991, en Algérie.

Pour ceux qui connaissent l'histoire du Bénin, l'officier supérieur Martin Donou Azonhiho a été ce jeune ministre de la Sécurité (ministre de la Sécurité et de l'Orientation Nationale, MISON) qui a fait trembler les adversaires du régime marxiste-léniniste.

Tous les ingrédients étaient prêts : un navire de guerre d'une grande puissance amie mouillait pour toute éventualité dans les eaux internationales au large du Bénin, des cargaisons entières d'étrangers stipendiés, venus des pays limitrophes, ayant participé au vote, les bourrages d'urnes constatés et les dénonciations de fraudes massives par le président Mathieu Kérékou le 6 mars, le jour du premier tour du scrutin : tout cela devrait être étayé par des « preuves » que certains chefs de la sécurité n'ont pas voulu cautionner et les responsables de l'ORTB refusé de diffuser, preuves qui devraient ouvrir la vanne des recours devant la Cour Constitutionnelle.

Par un concours extraordinaire de circonstances, les ténors de la vie politique béninoise, la société civile notamment les syndicats de travailleurs ainsi que l'opinion béninoise se sont accordés pour ne pas offrir au général Mathieu Kérékou l'occasion de rester au pouvoir au-delà du 6 avril et coupler la présidentielle avec les législatives dans deux ans.

Certes, entre les ténors de la vie politique existent de très profondes acrimonies, acrimonies, animosités et inimitiés mais beaucoup d'argent aurait circulé pour « acheter » le ralliement des candidats ayant obtenu un score conséquent alors qu'à la veille du premier tour, il se disait qu'il y avait un pacte entre les politiques pour « contrer » Monsieur Yayi Boni. Au moins un candidat dont

nous taisons le nom a résisté à cette déviance en refusant les centaines de millions de Francs CFA qui lui ont été proposés en espèces sonnantes.

Des mauvaises langues assurent que tout le monde au Bénin y a trouvé son compte : les électeurs, les médias, un grand nombre de dirigeants politiques, des membres des institutions chargées d'organiser et de légaliser l'élection.

Il nous est parvenu qu'entre les deux tours, les sponsors du candidat Adrien Houngbedji s'étaient abouchés avec le candidat de la Renaissance du Bénin, arrivé en quatrième position, qui passa par l'aéroport de Lomé pour se rendre dans un pays de l'Afrique centrale où il lui fit demander en échange de gros sous d'appeler à voter pour le candidat Adrien Houngbedji. De même, la rencontre entre Bruno Amoussou et Adrien Houngbedji, prévue dans la capitale d'un pays de la sous-région et qui donnait de la migraine aux dirigeants du Togo, sponsors en chef du candidat Yayi Boni, s'était envolée au dernier moment par la défection en dernière minute du candidat arrivé en troisième position.

En somme, la dernière élection présidentielle béninoise n'était démocratique que pour avoir permis le départ du général Mathieu Kérékou, vivement souhaité par la quasi-totalité de l'opinion. Par contre, elle est et restera dans l'histoire africaine comme l'expression d'une démocratie dévoyée par l'argent corrompteur. Comme l'élection de John Agyekum Kufuor, au Ghana, à l'ouest, en 2000, avec la bénédiction du président togolais Gnassingbè Eyadema, celle du Docteur Yayi Boni, enfant chéri de feu le président Gnassingbè Eyadema, au Bénin à l'Est avec le soutien actif de Faure Gnassingbè, le chef de l'Etat togolais actuel, semble consolider les positions du despotisme togolais dans la sous-région ouest-africaine.

## **Conclusion**

Au-delà de ces pratiques déplorables, il y a eu de la part de l'ancien président Nicéphore Soglo rancunier, la volonté de « punir » Me Adrien Houngbedji pour l'avoir privé en 1996 d'une réélection qu'il considérait comme « une simple formalité ». Cette année-là, le candidat Adrien Houngbedji, arrivé en troisième position, avait appelé à voter Kérékou au second tour.

2006 ferme la parenthèse 1996 et annonce la retraite forcée d'un certain nombre de personnalités de la scène politique béninoise et le renouvellement de la classe politique locale au profit de nouveaux et jeunes venus dont la conscience politique ne semble pas avérée dans la mesure où ils seraient des technocrates ou des gens qui ont fait carrière dans les organisations non gouvernementales ou des associations de la société civile, aujourd'hui officines servant par excellence de couverture aux agissements malfaisants des services secrets des forces et puissances dominatrices et conquérantes de l'Afrique.



<http://www.afrology.com>